

VOTRE RÉGION

GAP | Hier après-midi, une centaine d'opposants à la ligne à haute tension ont manifesté

Une plainte et une pétition : les anti-THT ne lâchent pas

Une année est passée, mais les militants anti-THT n'ont pas cessé leur mobilisation contre la construction des lignes à très haute tension dans le nord du département. Hier après-midi, une centaine de personnes se sont rassemblées devant l'hôtel du Département, à Gap.

De l'esplanade, les manifestants se sont dirigés vers le palais de justice pour un « point juridique ». « À côté des recours devant le Conseil d'État, une plainte est en cours d'instruction. Elle concerne le stockage de carburant près d'un point d'eau potable, a résumé Hervé Gasdon, président de la Société alpine de protection de l'environnement (SAPN). À la suite des 442 infractions relevées par la DDT [*Le Dauphiné Libéré* du 19 décembre 2016], une plainte sera déposée la semaine prochaine. »



Une centaine de manifestants anti-THT se sont rassemblés, hier après-midi, devant le palais de justice de Gap. Photo Le DL/Vincent OLLIVIER

« Les services de l'État incapables de coercition »

Le cortège s'est ensuite rendu devant la préfecture, où se trouve une permanence du défenseur des droits. « Nous lui avons écrit fin novembre », a rappelé Pierrick Grange, d'Avenir Haute Durance (AHD), avant d'accuser : « Ce chantier est bâclé. Les services

de l'État font leur travail mais sont incapables de la moindre coercition envers RTE, le porteur du projet. » Enfin, le collectif AHD a remis une pétition (lire ci-dessous) aux conseillers départementaux Valérie Rossi et Joël Bonnaffoux, favorables à l'enfouissement des lignes. Ces derniers remettront ce document au président du Département.

Boris MARCHAL



Les militants ont remis une pétition aux conseillers départementaux Joël Bonnaffoux et Valérie Rossi (2^e et 3^e en partant de la gauche), qui la transmettront au président du Département, Jean-Marie Bernard.



Reprochant au fournisseur d'électricité de les « mépriser », plusieurs dizaines de personnes ont déchiré et brûlé des (faux) contrats avec EDF.

LE CHIFFRE

5000

Selon Avenir Haute Durance (AHD), c'est le nombre de signatures « de Haut-Alpins » recueillies pour une pétition demandant l'arrêt des travaux. « Pour une population de 140 000 habitants, c'est considérable », a affirmé un militant d'AHD.